L'Echo de Manitoba

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

"TOUT DROIT."

VOLUME II. WINNIPEG, MAN., 25 JANVIER 1900. NUMERO 51

L'ECHO DE MANITOBA

—oo—

Toutes communications concernant l'administration devront être adressées à

A. GAUVIN, Imprimeur,

Bureaux: 366 Rue Main.

Boite 1309. - - - WINNIPEG, MAN.

L'administration n'est pas responsable des articles ou correspondances dûment signés.

ABONNEMENTS.

Canada et Etats-Unis $1.00
Europe (compris le port) 2.50

Strictement payable d'avance.

TARIF DES ANNONCES.

1ère insertion, par ligne .... 12c.
Chaque insertion subsequente .... 6c.

N. B.—Les annonces de naissances, mariages sépultures seront insérées au taux de 25 chaque.

LA GUERRE.

Paris, 17.—Le "Matin" publie une entrevue qu'un de ses rédac teurs a eue avec lord Charles Beresford, à propos de la guerre et de la situation de l'Angleterre comme puissance maritime.

Le correspondant a d'abord questionné lord Beresford sur la possibilité, de la part de l'Angleterre, d'entreprendre une guerre contre la France afin de rétablir son prestige perdu.

"—Je crois qu'une semblable supposition, a dit lord Beresford, est sans aucun fondement. L'Angleterre n'est pas une nation belliqueuse. Elle ne fait la guerre que quand elle y est forcée. En Angleterre, les intérêts commerciaux dominent tout. Nous sommes, en d'autres termes, une nation de commerçants, et une guerre entre la France et l'Angleterre nuirait des milliers de personnes. Des deux côtés de la Manche, l'élément qui assure le maintien de la paix est beaucoup plus fort que celui qui est favorable à la guerre

"—Mais les colonies françaises?

"Nous n'en voulons pas. Ajouter ces colonies à notre immense empire serait dangereux.

"—Dernièrement, M. Chamberlain a fait des menaces.

"—Tous les hommes se trompent, et on ne peut nier que le discours de M. Chamberlain ne fût une infraction aux règles de la courtoisie Les hommes de tous les partis l'ont désapprouvé. Vous ne devez pas trop faire attention à une simple phrase. M. Chamberlain est un lutteur, et comme politicien, il s'exprime avec une certaine énergie, qui n'équivaut pas à une menace.

Avant son départ pour le Cap, le général Kitchener s'est laissé interviewer sur ses projets et il a été, comme on va le voir, particulièrement dur pour ses compatriotes et pessimiste quant à la durée et aux difficultés de la campagne qu'il va diriger.

Ces déclarations ont été faites au docteur Emile Naubert, un médecin allemand habitant le Caire.

"Vous me demandez, a dit le sirdar, ce qui arrivera lorsque je serai rendu au Cap. D'abord il va falloir concentrer le plus possible nos forces éparses. Avant tout, il faudra dégager Methuen, qui a toute mon estime. La marche sur Kimberley était une action d'éclat qui lui eût valu les éloges de tous, s'il avait réussi; mais un général qui ne réussit pas a toujours tort aux yeux du monde.

Du reste, presque tous nos généraux sont des officiers expérimentés et capables. Ce ne sont pas eux les coupables, mais les écrivains de la presse jingoë qui sont responsables de nos défaites. Ces gens, dirigés par certains ministres avaient décrit la guerre du Transvaal comme devant être une véritable promenade militaire. Ils ont presque lapidé le brave général sir Williams Butler lorsque, exposant la gravité de la situation, il les engageait à la modération Leurs cris de folie mirent la confusion parmi nos généraux et poussèrent à la mort nos héroiques officiers et soldats obligés de gagner des victoires au profit d'une clique de spéculateurs à la Bourse!

Nos troupes ont été envoyées en Afrique sans aucune préparation pour leur homogénité et sans services d'intendance organisés. On supposait qu'elles allaient combattre des sauvages, lorsqu'au contraire c'est à un terrible adversaire qu'elles avaient affaire, ayant une organisation militaire puissante et dirigée par un chef prussien.

Je ne ferai aucune attention aux cris de la presse de Londres. Ils apprendront à avoir patience et l'Angleterre aussi apprendra à avoir patience, car je ne crois pas que les deux Républiques puissent être soumises avant un an! Cela est mon opinion sur la tâche qui m'attend; je ne puis pas l'exécuter plus vite.

Peut-être des raisons politiques nous imposent-elles de frapper quelques coups rapides pour avoir une base favorable pour négocier. Mais, quant à cela, je ne suis pas un politicien, mais un soldat, et je dois exécuter mes ordres.

Cette dernière phrase indiquerait que Kitchener est parti au Cap aussi bien pour combattre que pour négocier.

Lundi 22—Le général Warren detaché par le G. Buller a reussi à passer la rivière Tugela en deux points. Les Bœrs n'ont opposé aucune résistance sérieuse. Depuis, la colonne de Warren s'est avancé sur le flanc droit de la position qu'occupent les Bœrs, tant dis que Buller garde la Tugela avec 8000 hommes. Samedi et Dimanche se sont passés en combats continuels avec le résultat d'une avance de Warren Mais les pertes semblent sérieuses.

En réalité les Bœrs défendent pied à pied le terrain en avant de leur position principale où ils continuents à se retrancher fortement, et jusqu'à aujourd'hui, ce ne sont que combats d'avants postes. Il est probable que la bataille principale et décisive aura lieu dans les premiers jour de cette semaine.

Le mouvement de l'armée anglaise offre ceci de dangereux qu'en cas de revers, elle peut être coupée de sa ligne de retraite, et la défaite se changer en désastre.

Il faut aux anglais vaincre à tout prix.

Un nouveau journal

Nous trouvons parmi nos échanges cette semaine le premier numero de "l'Ami des Lecteurs" une nouvelle publication française mensuelle.

A première vue, sans avoir parcouru entièrement ce journal, son apparence nous a favorablement impressioné, et nous sommes persuadés qu'il plaira fort aux lecteurs français de tout le Canada

Les propriétaires nous font savoir qu'ils se feront un plaisir d'envoyer un exemplaire du journal à quiconque leur en fera la demande écrite, avec un timbre inclus; adressez.—"L'ami du Lecteur" Montréal.

Le prix d'abonnement étant de 25c par année est à la portée de toutes les bourses.

Un Interview

Le "Manitoba" ayant mis en cause directement l'inspecteur des Ecoles M. Rochon nous sommes allés voir M. Rochon voici le resultat de notre entrevue.

Question—Avez vous eu connaissance de l'entrefilet publie à votre sujet par le Manitoba de la semaine dernière et que voici:

M. l'inspecteur d'écoles Rochon dit à qui veut l'entendre qu'il veut bien maintenant partir parce que son œuvre est faite. "Il était venu, dit-il pour faire accepter le règlement scolaire, et c'est fait. Il triomphe."

Il est bon prince, M. Rochon, de prendre ainsi le public dans dans ses confidences.

R.—Je ne lis jamais le "Manitoba," je n'ai pas de temps à perdre; mais un de mes amis a attiré mon attention sur cet article. Au premier moment j'ai trouvé la manœuvre si impudente que j'avais pensé répondre dans un journal anglais de Winnipeg. Mes amis anglais m'en ont dissuadé, faisant, remarquer avec raison que pas une seule personne ne prend au sérieux, ce pauvre "Manitoba," depuis longtemps l'opinion publique méprise ce papier, réceptable de tous les potins du ruisseau

Q.—Nous comprenons que pour vous, vous méprisez ces cancans de concierge, mais ne vous semble-t-il pas qu'il y a quelque chose de plus grave dans tout cela?

R.—Vous avez raison à cet égard, et puisque vous m'en fournissez l'occasion, je vous autorise à donner un dementi formel, quant à l'authenticité des propos qui me sont attribués par le "Manitoba" Comme queston de faits, j'ai, bien au contraire, exprimé à Sa Grandeur Mgr Langevin, le désir que j'aurais de continuer une œuvre à laquelle je me suis attaché et au succès de laquelle j'ai, depuis deux ans, consacré tout mon temps et mes efforts.

Q.—Pensez vous être maintenu dans vos fonctions par le nouveau gouvernement?

R.—Si tous les Canadiens-français, professaient à l'égard des intérêts de la minorité, la même désinvolture et des vues aussi profondement égoistes que P'TIT J. BERNIER, assurément je n'aurais qu'à préparer mes valises, Mais, il faut dire à la louange de notre population que j'ai reçu d'un grand nombre de conservateurs eux-mêmes des témoignages non dissimulés de leur sympathie et de leur désir de me voir rester pour continuer l'œuvre commencée.

Quand à l'hon H. J Macdonald, on me dit qu'il est bien disposé à mon égard; ce n'est pas l'opinion de p'tit Joe qui l'influencera beaucoup.

En tous cas mon expérience, mon activité et mon énergie sont acquis d'avance à M. H. J. Macdonald s'il se décide à poursuivre la politique de concessions mise en œuvre en ces dernières années, pour le soulagement de la minorité, et qu'il juge à propos de s'assurer mon concours comme inspecteur des Ecoles.

Tribune Libre.

Je lis dans votre intéressant journal, numéro du 11 Janvier 1900 l'entrefilet suivant:

"Sur recommendation de l'hon M. Sifton, tous les employés du département des postes de l'ouest, recevant un salaire moindre de $800 par année, recevront à l'avenir une augmentation de gages de $10 par mois."

Il va sans dire que dans mon humble opinion j'approuve telle augmentation de tout cœur. Mais que direz-vous des pauvres maitres de poste de la campagne du Manitoba qui n'ont que dix ou douze piastres par année et pour cela il leur faut garder la maison tous les jours et le soir bien entendu; fournir le local, repondre à un lot de paperasses de toutes sortes, payer leur caution au département, tout cela pour $12 par année! Franchement c'est ni plus ni moins que ridicule.

Maintenant autre chose; toute notre correspondance doit se faire en auglais en ce qui regarde l'inspecteur. Pas un seul employé de langue française dans cette ligne depuis peu.

Ne pourriez vous pas par la voie de votre journal plaider en notre faveur auprès des autorités postales.

Votre humble serviteur,
N. A. D
Maitre de Poste.

L'industrie Fromagere en danger.

Depuis quarante ans, les autorités agricoles ont fait l'impossible pour induire les cultivateurs à envoyer le lait aux fabriques de beurre ou de fromage. Par ce moyen l'industrie fromagère à pris un tel essor qu'elle rapporte au Canada audelà de 100 millions de piastres par an. Dans certaines parties du Manitoba il se fait dans l'industrie laitière un mouvement rétrograde. Au lieu d'envoyer le lait aux fromageries et d'y faire fabriquer du fromage de première qualité, les fromageries se ferment et chaque cultivateur fait son fromage chez lui. Il va sans dire qu'une bonne moitié de ce fromage de ferme est de qualité médiocre pour ne pas dire plus, et nuit énormement à notre réputation sur les marchés de l'Ouest. On y prefère le fromage d'Ontario et pour cause, sans compter que chaque livre de mauvais fromage placé sur le marché tend énormement à en diminuer la consommation. Les cultivateurs du Manitoba tombent dans les écarts ou tombèrent ceux de la Province de Québec. Il y a dix ans. Voyons ce que disent les rapports de l'industrie laitière de Québec à ce temps là. "La bête noire de l'industrie fromagère, ce sont les petites fromageries surtout la fabrication sur les fermes. En general elles sont mal construites, mal amenagées, mal dirigées, le fromage y est de mauvaise qualité, en somme si cet état de chose continue, nous conseillerons même si possible de légiférer pour empêcher leur établissement." Il y a au Manitoba au moins 50 de ces petites fromageries et leur nombre augmente rapidement. Les commerçants de Winnipeg, ont l'intention de demander l'inspection de ce fromage, et de s'organiser de manière à ce qu'il soit vendu d'après la qualité, afin d'éviter les pertes qu'accompagnent généralement la vente de produits de qualité si différente.

Disette Noire.

Voice qu'un des premiers bienfaits de la guerre commence à se faire sentir: Londres est menacée d'une disette aussi effroyable que le manque de blé. Londres est menacée d'être, sous peu, complètement et absolument privée de charbon.

Depuis quinze jours déjà, le prix du charbon s'est élevé de façon considérable. En temps ordinaire, la tonne coûte, à Londres, $5; elle est successivement montée à $5.50, $6.50, et elle se vend couramment aujourd'hui à $7.50.

On a eu l'obligeance de prévenir le public, que la tonne coûtera bientôt de $10 à $20 la tonne, et que la semaine suivante, elle en coutera $40, ou plutôt elle ne coûtera plus rien du tout, parce qu'on ne pourra plus s'en procurer.

Les marchands de charbon déclarent qu'ils n'y peuvent rien, que ce n'est point leur faute et que la responsabilité de cet état de choses inimaginable retombe sur les compagnies de chemins de fer qui, malgré les menaces de procès, ne veulent pas ou ne peuvent pas livrer les commandes.

Les compagnies de chemins de fer annoncent qu'il faut s'en prendre au gouvernement; une grande partie de leur matériel est réquisitionné depuis tantôt deux mois par le ministère de la guerre, pour transporter, sans discontinuer, des troupes, du matériel de guerre, des vivres, des munitions, etc. En outre, la moitié de son personnel lui a brusquement été enlevé pour être envoyé dans le sud de l'Afrique ou incorporé dans la milice; l'autre moitié est harrassée et a peine à suffire au service ordinaire. Enfin, un véritable accaparement du charbon a eu lieu pour le compte des fonderies de Birmingham, d'Aldershot et de Woolwich, qui fonctionnent nuit et jour, avec une activité dévorante, et pour le compte des entrepôts de Southampton, qui regorgent de combustible.

Les compagnies sont tenues de transporter et de livrer avant tout, les sacs de charbon destinés à l'Etat; les particuliers ne passent qu'après; en réalité, ils ne passent pas du tout.

Et voila comment, en plein cour de l'hiver, les riches aussi bien que les pauvres, sont menacés dans la patrie même du charbon, de mourir de froid!

C'est décidément un belle chose que la guerre!—La Presse.

MM. Jean et Frère marchands à St. Boniface, annoncent un escompte de 20 pour cent, sur les chaussures de feutres.